Un rapport de la Cour des comptes alerte sur la « situation financière critique » de France TV. Le rapport aurait été connu de l'Arcom mais caché pour permettre la reconduction de Delphine Ernotte (MàJ)

24/09/2025 à 9h39



24/09/2025

> *Situation financière critique à France Télévisions : "Les frais de réception se sont élevés à 46 millions d'euros en 2024, ce qui fait quand même 126 000 € par jour. Faut en faire des cocktails pour arriver à 126 000 € par jour !"pic.twitter.com/w4goNjgRrt*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) September 24, 2025*

23/09/2025

> *Finances de #FranceTV au rouge : "Le rapport de la Cour des comptes, connu de l'ARCOM, a été caché pour reconduire Madame Ernotte" révèle @paul_amar2 sur #Europe1 #PascalPraudEtVous pic.twitter.com/3fBJfyc5aV*
>
> *— Europe 1 (@Europe1) September 23, 2025*

La Cour des comptes alerte dans un rapport publié mardi sur la « situation financière critique » de France Télévisions, qui nécessite « sans délai » des réformes structurelles. Dix ans après un précédent contrôle, l'institution pointe la dynamique des charges de personnel, le poids des investissements numériques et l'adoption d'un budget 2025 en déficit de 40 millions d'euros. Le groupe public, financé par une dotation annuelle de 2,5 milliards d'euros et employant environ 9 000 salariés, regroupe France 2, France 3 et ses antennes régionales, France 4, France 5, franceinfo et le réseau Outre-mer La Première.

La Cour recommande de renégocier rapidement le grand accord social, d'accroître les synergies entre France 3 et le réseau Ici (ex-France Bleu), et de fixer une trajectoire financière « réaliste » après des orientations contradictoires en 2023 et 2024. La présidente Delphine Ernotte Cunci a indiqué souscrire à ces recommandations et travailler à leur mise en œuvre.

Le contexte est marqué par des coupes budgétaires envisagées pour 2026, jugées préoccupantes par Ernotte, l'Arcom et plusieurs acteurs du secteur, ainsi que par la volonté du Rassemblement national de privatiser l'audiovisuel public. Les

critiques politiques se sont intensifiées après l’affaire Legrand-Cohen, Marine Le Pen réclamant le départ de Delphine Ernotte.

France 24